

CONTRAT TYPE POUR AWS MARKETPLACE

1. Champ d'application.

1.1 Conditions générales. Le présent Contrat type pour AWS Marketplace (le « **Contrat type** ») définit les conditions générales applicables à la licence d'un Produit auprès du concédant (« **Concédant** ») par la partie (définie ci-dessous) qui souscrit au Produit (« **Acheteur** »), qu'il soit déployé dans l'Environnement informatique de l'Acheteur et/ou mis à disposition en tant que service SaaS depuis l'environnement informatique du Concédant. Ce Contrat type ne s'applique que si le Produit est expressément proposé conformément au Contrat type. L'offre de Produit conformément au présent Contrat type et l'achat par l'Acheteur de l'Abonnement correspondant constituent l'acceptation respective du présent Contrat type par chaque Partie et leur adhésion au présent Accord (défini ci-dessous), et le présent Accord entrera en vigueur à la date d'achat par l'Acheteur de l'Abonnement correspondant. Sauf définition contraire dans le présent Contrat type, les termes et expression commençant par une lettre majuscule ont la signification indiquée à la Section 13. L'Acheteur et le Concédant peuvent être désignés collectivement comme les « **Parties** » ou individuellement comme une « **Partie** ».

1.2 Abonnement au Produit. Le Concédant exécutera l'Abonnement pour l'Acheteur. Un Abonnement, tel que décrit dans la Liste des produits applicable et la transaction d'achat correspondante, peut concerner un Produit déployé dans l'Environnement informatique de l'Acheteur et/ou un Produit déployé via un Service SaaS par le biais de l'Environnement informatique du Concédant. Le prix et la durée de l'Abonnement (s'il n'est pas souscrit à la demande) sont indiqués dans la Liste des produits. Les informations supplémentaires concernant le Produit et les services inclus qui sont inclus ou référencés dans la Liste des produits font partie de la Liste des produits. Ces informations peuvent inclure, mais sans s'y limiter : l'utilisation géographique prévue du Produit, les exigences techniques pour l'utilisation du Produit, les Services d'assistance (qui peuvent varier selon la région géographique), des informations concernant les Logiciels libres et une description des pratiques de sécurité du Concédant.

1.3 Accord. Chaque Abonnement est soumis et régi par le présent Contrat type, la Liste des produits applicable, les conditions générales de l'Accord de non-divulgence (le cas échéant et tel que défini à la Section 6.4), les Conditions de confidentialité et de sécurité pour les abonnements aux services SaaS et toute modification de ce qui précède qui pourrait être convenue par les Parties conformément à la Section 12.3, qui constituent ensemble l'intégralité de l'accord entre l'Acheteur et le Concédant (le « **Accord** »). Chaque Abonnement constitue un accord distinct entre l'Acheteur et le Concédant. En cas de conflit entre les conditions générales des différents éléments du présent Accord, l'ordre de priorité suivant s'appliquera : (a) tout amendement convenue par les Parties ; (b) les Conditions de confidentialité et de sécurité pour les abonnements aux services SaaS ; (c) l'Accord de non-divulgence (le cas échéant) ; (d) la Liste des produits ; et (e) le présent Contrat type.

2. Licences.

2.1 Contenu sous licence.

2.1.1 Si l'Abonnement concerne un Produit, ou inclut un composant d'un Produit, déployé dans l'Environnement informatique de l'Acheteur, le Concédant accorde à l'Acheteur pendant la durée de l'Abonnement, sous réserve de la Section 2.1.3, une licence non exclusive, mondiale (sous réserve de la Section 12.4), non transférable (sauf dans le cadre d'une cession autorisée en vertu de la Section 12.2), non résiliable (sauf dans les cas prévus à la Section 10) sur tous les Droits de propriété ayant trait au Produit, ou au composant du Produit applicable, pour déployer, exploiter et utiliser le Produit dans l'Environnement informatique de l'Acheteur et pour permettre à ses utilisateurs d'accéder au et d'utiliser le Produit, ou le composant du Produit applicable, tel qu'il a été déployé, conformément à la Liste des produits, à l'utilisation achetée dans le cadre de l'Abonnement et aux Conditions générales de l'Accord.

2.1.2 Si l'Abonnement concerne un Produit, ou inclut un composant de Produit, déployé via un Service SaaS, le Concédant accorde par la présente à l'Acheteur pendant la durée de l'Abonnement, sous réserve de la Section 2.1.3, une licence non exclusive, mondiale (sous réserve de la Section 12.4), non transférable (sauf dans le cadre d'une cession autorisée en vertu de la Section 12.2), non résiliable (sauf dans les cas prévus à la Section 10) sur tous les Droits de propriété dans et sur le Produit, ou au composant de produit applicable, pour accéder au Produit et l'utiliser via le Service SaaS et pour permettre à ses Utilisateurs d'accéder au et d'utiliser le Produit, ou le composant du Produit applicable, et le Service SaaS, conformément à la Liste des produits, à l'utilisation achetée dans le cadre de l'Abonnement et aux conditions générales de l'Accord.

2.1.3 Que l'Acheteur déploie le Produit dans son Environnement informatique ou accède au Produit via le Service SaaS, il peut utiliser le Produit uniquement : (a) pour soutenir les opérations internes de l'entreprise ou de l'organisation de l'Acheteur et de ses Sociétés affiliées ; (b) en relation avec les Produits et Services de l'Acheteur et de ses Sociétés affiliées (mais, pour plus de clarté, pas en tant que produit ou service autonome de l'Acheteur ou de ses Sociétés affiliées) ; et/ou (c) dans le cadre des interactions de l'Acheteur et de ses Sociétés affiliées avec les Utilisateurs.

2.1.4 L'Acheteur peut faire un nombre raisonnable de copies de la Documentation si nécessaire pour utiliser ce Produit conformément aux droits accordés en vertu du présent Accord, à condition que l'Acheteur inclue toutes les légendes de propriété et autres mentions sur toutes les copies. Le Concédant conserve tous les droits qui ne sont pas expressément accordés à l'Acheteur en vertu du présent Accord.

2.2 Sociétés affiliées et contractants. En ce qui concerne les Sociétés affiliées et les Contractants qui sont autorisés à utiliser le Contenu sous licence : (a) l'Acheteur reste responsable de toutes les obligations ci-dessous découlant de l'utilisation du Contenu sous licence par cette Société affiliée ou ce Contractant ; et (b) l'Acheteur accepte d'être directement responsable de tout acte ou de toute omission de cette Société affiliée ou de ce Contractant dans la même mesure que si l'acte ou l'omission avait été accompli par l'Acheteur, de sorte qu'une violation par une Société affiliée ou un Contractant des dispositions du présent Accord sera

considérée comme une violation par l'Acheteur. L'exécution de tout acte ou omission en vertu du présent Accord par une Société affiliée ou un Contractant pour, par ou via l'Acheteur sera considérée comme un acte ou une omission de l'Acheteur.

2.3 Restrictions. Sauf disposition contraire du présent Accord, l'Acheteur et tout autre Utilisateur de tout Contenu sous licence, en tout ou en partie, ne peuvent pas : (a) copier le Contenu sous licence, en tout ou en partie ; (b) distribuer des copies du Contenu sous licence, en tout ou en partie, à un tiers ; (c) modifier, adapter, traduire, apporter des modifications ou créer des œuvres dérivées sur la base du Contenu sous licence ou d'une partie de celui-ci ; (d) sauf dans les cas autorisés par la loi, décompiler, rétroconcevoir, désassembler ou tenter de toute autre manière de déduire le code source, les algorithmes ou la structure sous-jacente du Produit ; (e) utiliser, louer, prêter, concéder en sous-licence, louer, distribuer ou tenter d'accorder d'autres droits sur toute partie du Contenu sous licence à des tiers ; (f) utiliser le Contenu sous licence pour agir en tant que consultant, bureau de services ou fournisseur de services d'application ; ou (g) autoriser un tiers à accéder, de quelque façon que ce soit, au Contenu sous licence.

2.4 Logiciel open source. Sous réserve des exigences de la Section 5.1(d), le Produit peut contenir ou être fourni avec un Logiciel open source. Si l'utilisation du Produit par l'Acheteur soumet l'Acheteur aux conditions d'une licence régissant l'utilisation d'un Logiciel open source, les informations identifiant ce Logiciel open source et la licence applicable seront incorporées ou référencées dans la Liste des produits ou la Documentation. Les conditions de cet Accord s'appliquent au Logiciel open source (i) dans la mesure où cela n'est pas interdit par la licence à laquelle le Logiciel open source est soumis, y compris, mais sans s'y limiter, les garanties et l'indemnisation, et (ii) sauf dans la mesure requise par la licence à laquelle le Logiciel open source est soumis, auquel cas les conditions de cette licence s'appliqueront au lieu de celles du présent Accord uniquement en ce qui concerne ce Logiciel open source, et non l'ensemble du Produit, y compris, mais sans s'y limiter, toute disposition régissant l'attribution, l'accès au code source, la modification et la rétroconception.

2.5 Aucune condition supplémentaire. Aucune condition de type « shrink-wrap », d'acceptation par clic ou autre condition générale extérieure au présent Accord fournie avec tout Contenu sous licence ou une partie de celui-ci (« **Conditions supplémentaires** ») ne liera l'Acheteur ou ses Utilisateurs, même si l'utilisation du Contenu sous licence, ou d'une partie de celui-ci, nécessite une « acceptation » affirmative de ces Conditions supplémentaires avant que l'accès au ou l'utilisation du Contenu sous licence, ou d'une partie de celui-ci, ne soit autorisé. Toutes ces Conditions supplémentaires seront sans effet et seront considérées comme rejetées par l'Acheteur dans leur intégralité. Pour plus de clarté, la Liste des produits et/ou la Documentation ne sont pas des Conditions supplémentaires soumises à cette section.

2.6 Activités à haut risque. Le Produit n'est pas conçu ni développé pour être utilisé dans des environnements dangereux et à haut risque nécessitant des performances infaillibles, y compris, mais sans s'y limiter, dans le cadre de l'exploitation d'installations nucléaires, de systèmes de navigation ou de contrôle d'aéronefs, de contrôle du trafic aérien ou de systèmes d'armes, ou de toute autre application dans laquelle la défaillance du Produit pourrait entraîner de graves dommages physiques ou environnementaux (« **Activités à haut risque** »). L'Acheteur n'utilisera pas le Produit pour des Activités à haut risque.

3. Services.

3.1 Service SaaS. Si l'Acheteur achète un Abonnement à un Service SaaS, le Concédant fournira le Produit à l'Acheteur en tant que Service SaaS, conformément à la Liste des produits rapidement après l'achat de l'Abonnement et jusqu'à la résiliation de celui-ci. Le Concédant fournira à l'Acheteur toutes les clés de licence, les informations d'identification et les mots de passe nécessaires à l'accès au Produit et à l'utilisation de celui-ci via le Service SaaS (« **Clés** »), comme indiqué dans la Liste des produits.

3.2 Services d'assistance. Le Concédant mettra à la disposition de l'Acheteur la Documentation concernant l'utilisation et le fonctionnement du Produit, et le Concédant fournira des Services d'assistance à l'Acheteur tels que décrits, incorporés ou référencés dans la Liste des produits.

4. Droits de propriété.

4.1 Contenu sous licence. Sous réserve des licences accordées dans la présente, le Concédant conservera tous les droits, titres et intérêts qu'il pourrait avoir sur le Contenu sous licence, y compris tous les Droits de propriété y afférents. Aucune disposition du présent Accord ne sera interprétée comme accordant à l'Acheteur des droits de propriété ou tout autre droit propriétaire sur le Contenu sous licence ou des Droits de propriété y afférents.

4.2 Commentaires. L'Acheteur peut, à sa discrétion, fournir des suggestions, des idées, des demandes d'amélioration, des recommandations ou des commentaires concernant le Contenu sous licence ou les Services d'assistance (« **Commentaires** »), à condition toutefois que ces Commentaires n'incluent aucun Droit de propriété de l'Acheteur ou des Sociétés affiliées de l'Acheteur, ou des données sur l'Acheteur ou du Contenu de l'Acheteur. Le Concédant peut utiliser et intégrer des Commentaires dans les produits et services du Concédant sans rétribution ni responsabilité envers l'Acheteur, à condition que ni le Concédant ni son utilisation des Commentaires n'identifient l'Acheteur comme étant la source desdits Commentaires. Les Commentaires ne sont pas confidentiels pour l'Acheteur. L'Acheteur n'aura aucune obligation de fournir des Commentaires, et tous les Commentaires sont fournis par l'Acheteur « tels quels » et sans garantie d'aucune sorte.

5. Garanties.

5.1 Contenu sous licence. Le Concédant déclare et garantit à l'Acheteur que : (a) pour les Abonnements assortis d'un prix éligible, dans le cas d'un Produit, ou du composant d'un Produit, déployé dans l'Environnement informatique de l'Acheteur, le Produit ou le composant sera conforme, à tous égards importants, à la Documentation, pendant 30 jours après l'achat de l'Abonnement par l'Acheteur ou la durée de l'Abonnement, la durée la plus courte étant retenue et, dans le cas du Produit, ou du composant d'un Produit, déployé comme un Service SaaS, le Produit sera conforme, à tous égards importants, à la Documentation pendant la durée de l'Abonnement ; (b) un Produit, ou le composant d'un Produit, destiné à être déployé dans l'Environnement informatique de l'Acheteur ne contiendra aucun mécanisme d'arrêt automatique, de verrouillage, de « bombe à retardement » ou de mécanisme similaire susceptible d'empêcher l'Acheteur d'exercer ses droits en vertu du présent Accord (par souci de clarté, ce

qui précède n'interdit pas les Clés expirant à la fin de l'Abonnement) ; (c) le Concédant utilisera les pratiques standard du secteur conçues pour détecter et protéger le Produit contre les virus, les « chevaux de Troie », les « vers », les logiciels espions, les logiciels publicitaires ou tout autre code nuisible conçu ou utilisé pour accéder à, utiliser, divulguer, modifier ou détruire sans autorisation des informations contenues dans le Produit, ou interférer avec ou nuire au bon fonctionnement du Produit ou de tout système, réseau ou donnée, y compris le cas échéant en analysant le Produit à la recherche de logiciels malveillants et autres failles de sécurité et en utilisant un logiciel ou un service de numérisation à jour avant de mettre le Produit (y compris tout Produit fourni par le biais des Services d'assistance) à la disposition de l'Acheteur, et pour le Produit ou le composant d'un Produit déployé via le Service SaaS, en scannant le Produit ou composant sur une base régulière ; et (d) le Produit et l'utilisation de celui-ci par l'Acheteur conformément au présent Accord ne seront soumis à aucune licence ou autre condition exigeant que les Données de l'Acheteur, le Contenu de l'Acheteur ou tout logiciel, documentation, information ou autre contenu intégré, mis en réseau ou utilisé par l'Acheteur avec le Produit, en tout ou en partie, soient divulgués ou distribués sous forme de code source, fassent l'objet d'une licence dans le but de créer des œuvres dérivées ou soient redistribuables sans frais.

5.2 Services. Le Concédant déclare et garantit que tous les Services d'assistance seront exécutés de manière professionnelle avec un niveau de soin, de compétence et de diligence, par des professionnels expérimentés et compétents dans le cadre de la prestation de services similaires et conformément à la Liste des produits et à la Documentation.

5.3 Recours. Si un Produit ou un Service n'est pas conforme aux garanties ci-dessus, le Concédant corrigera rapidement, à sa discrétion et à ses frais, le Produit et réexécutera les Services si nécessaire pour se conformer aux garanties. Si le Concédant ne corrige pas le Produit ou ne réexécute pas les Services conformément aux garanties dans un délai raisonnable, ne dépassant pas 30 jours (ou toute autre période convenue par les Parties) (la « **Période de remède** »), en tant que seul recours de l'Acheteur et responsabilité exclusive du Concédant (sauf dans les cas prévus à la Section 9), l'Acheteur peut, pendant une période de 30 jours après la fin de la Période de remède (ou toute autre période convenue par les Parties), choisir de résilier l'Abonnement et le présent Accord sans autre responsabilité et le Concédant remboursera à l'Acheteur tous les frais prépayés qui lui auront été versés par l'Acheteur, au prorata de la partie de l'Abonnement non utilisée au moment où l'Acheteur aura signalé la violation de la garantie au Concédant, ainsi que, le cas échéant, tous les crédits de service disponibles dans le cadre des Services d'assistance du Concédant ou d'autres politiques.

5.4 Exclusions de garantie. Le Concédant n'aura aucune responsabilité ou obligation en ce qui concerne toute garantie dans la mesure où elle est imputable à : (a) l'utilisation du Produit par l'Acheteur en violation du présent Accord ou de la loi applicable ; (b) des modifications du Contenu sous licence non fournies par le Concédant ou son Personnel ; (c) l'utilisation du Produit en combinaison avec un équipement ou un logiciel tiers non fourni ou rendu accessible par le Concédant ou envisagé dans la Liste des produits ou la Documentation ; ou (d) l'utilisation par l'Acheteur du Produit en conflit avec la Documentation, dans la mesure où une telle non-conformité n'aurait pas eu lieu en l'absence d'une telle utilisation ou modification par l'Acheteur.

5.5 Conformité aux lois. Chaque Partie déclare et garantit à l'autre Partie qu'elle se conformera à toutes les lois, ordonnances, règles, réglementations et injonctions internationales, nationales, d'État et locales applicables, telles que modifiées de temps à autre (« **Lois** ») applicables à cette Partie dans le cadre de l'exécution du présent Accord.

5.6 Pouvoir et autorité. Chaque Partie déclare et garantit à l'autre Partie que : (a) elle est pleinement habilitée à conclure et à exécuter le présent Accord et que l'exécution et la livraison du présent Accord ont été dûment autorisées ; et que (b) le présent Accord et son exécution par cette Partie en vertu des présentes ne violeront aucun autre accord auquel la Partie a consenti ou auquel elle est liée, ou ne violeront aucune obligation due par cette Partie à un tiers.

5.7 Déclaration de non-responsabilité. À L'EXCEPTION DES GARANTIES SPÉCIFIÉES DANS LE PRÉSENT ACCORD, AUCUNE DES PARTIES NE DONNE DE GARANTIE, EXPRESSE OU IMPLICITE, Y COMPRIS, MAIS SANS S'Y LIMITER, DES GARANTIES IMPLICITES DE QUALITÉ MARCHANDE OU D'ADÉQUATION À UN USAGE PARTICULIER, CONCERNANT LE CONTENU SOUS LICENCE, LES SERVICES, LE CONTENU DE L'ACHETEUR ET LES DONNÉES DE L'ACHETEUR, ET CHAQUE PARTIE DÉCLINE PAR LA PRÉSENTE TOUTES LES AUTRES GARANTIES, EXPRESSES OU IMPLICITES, Y COMPRIS, MAIS SANS S'Y LIMITER, LES GARANTIES DE QUALITÉ MARCHANDE, D'ADÉQUATION À UN USAGE PARTICULIER ET D'ABSENCE DE CONTREFAÇON. LE CONCÉDANT NE GARANTIT PAS : (A) QUE LE CONTENU SOUS LICENCE RÉPONDRA AUX EXIGENCES DE L'ACHETEUR ; OU (B) QUE LE PRODUIT FONCTIONNERA SANS INTERRUPTION OU SANS ERREUR.

6. Confidentialité.

6.1 Informations confidentielles. L'expression « **Informations confidentielles** » désigne toute information non publique divulguée directement ou indirectement par l'une des parties (la « **Partie divulgatrice** ») à l'autre partie (la « **Partie destinataire** ») ou accessible à la Partie destinataire conformément au présent Accord qui sont désignées comme confidentielles ou qui, compte tenu de la nature des informations ou des circonstances entourant leur divulgation, devraient raisonnablement être considérées comme confidentielles, y compris, mais sans s'y limiter, les données techniques, les secrets commerciaux, le savoir-faire, les recherches, les inventions, les processus, les conceptions, les dessins, les feuilles de route stratégiques, les plans de produits, les conceptions et l'architecture des produits, les informations de sécurité, les plans marketing, les informations sur les prix et les coûts, les activités marketing et promotionnelles, les plans d'affaires, les informations sur les clients et les fournisseurs, les informations sur les employés et les utilisateurs, les plans commerciaux et marketing, les processus métier, ainsi que les autres informations techniques, financières ou commerciales, et toutes les informations tierces que la Partie divulgatrice est tenue de garder confidentielles. Les Informations confidentielles n'incluront toutefois pas les informations qui : (a) étaient connues du public ou mises à la disposition de celui-ci public avant la divulgation ; (b) deviennent publiques ou sont rendues généralement disponibles après la divulgation sans faute de la Partie destinataire ; (c) sont en possession de la Partie destinataire, sans restriction d'utilisation ou de divulgation, au moment de la divulgation par la Partie divulgatrice ; (d) ont été reçues légalement, sans restriction quant à l'utilisation ou la divulgation par un tiers (qui n'a aucune obligation de confidentialité ou restriction d'utilisation elle-même) ; ou (e) sont développées par la Partie

destinataire indépendamment du présent Accord et sans utilisation des ni référence aux Informations confidentielles ou aux Droits de propriété de la Partie divulgatrice. À l'exception des droits expressément accordés dans le présent Accord, chaque Partie se réserve tous les droits relatifs à ses Informations confidentielles. Les Parties conviennent que le Contenu sous licence constitue une Information confidentielle du Concédant.

6.2 Obligations. Les Parties préserveront la confidentialité et éviteront la divulgation et l'utilisation non autorisée des Informations confidentielles de l'autre Partie en prenant des précautions raisonnables. Chaque Partie protégera ces Informations confidentielles avec le même niveau de soin qu'une personne prudente mettrait en œuvre pour protéger ses propres Informations confidentielles de même nature et pour empêcher leur utilisation, leur divulgation ou leur publication non autorisées, négligentes ou involontaires, ou l'accès à celles-ci. Chaque Partie limitera l'accès aux Informations confidentielles aux personnes qui auront besoin de les connaître et qui seront liées à des obligations de confidentialité au moins aussi protectrices que les restrictions décrites dans la présente Section 6. Sauf autorisation contraire en vertu du présent Accord, aucune des Parties n'utilisera les Informations confidentielles de l'autre Partie à quelque fin que ce soit, sauf pour remplir ses obligations ou exercer ses droits en vertu du présent Accord ou si cela est nécessaire pour une utilisation correcte du Produit. Chaque Partie informera rapidement l'autre Partie si elle a connaissance d'une utilisation ou d'une divulgation non autorisée des Informations confidentielles de l'autre Partie, et elle coopérera raisonnablement avec l'autre Partie pour tenter de limiter la divulgation.

6.3 Divulgation forcée. Si et dans la mesure requise par la loi applicable, y compris les exigences réglementaires, une demande de découverte, une citation à comparaître, une ordonnance du tribunal ou une action gouvernementale, la Partie destinataire peut divulguer ou produire des Informations confidentielles, mais elle devra en donner un préavis raisonnable (et lorsque le préavis raisonnable ne sera pas autorisé par la Loi applicable, une notification sera communiquée dès que la Partie destinataire sera légalement autorisée à le faire) à la Partie divulgatrice pour permettre à celle-ci d'intervenir et de demander des ordonnances de protection ou un traitement confidentiel à cet effet ou tout autre recours approprié concernant une telle divulgation. La divulgation de toute Information confidentielle conformément à une exigence légale ne sera pas considérée comme la rendant non confidentielle, et les obligations de la Partie destinataire en ce qui concerne les Informations confidentielles de la Partie divulgatrice ne seront ni modifiées ni diminuées du fait d'une telle divulgation. Nonobstant toute disposition des présentes, si l'Acheteur est une Entité gouvernementale, il devra se conformer à toutes les Lois qui lui seront applicables en ce qui concerne la divulgation d'informations publiques.

6.4 Accord de non-divulgation. L'Acheteur et le Concédant peuvent convenir d'un accord de non-divulgation distinct entre l'Acheteur et le Concédant (ou les Sociétés affiliées respectives de l'Acheteur et du Concédant) (« **Accord de non-divulgation** ») qui s'applique aux divulgations effectuées pendant la durée de l'Abonnement, auquel cas les conditions générales de celui-ci sont incorporés aux présentes par référence et s'appliqueront à la place des sous-sections 6.1 à 6.3 de cette Section 6.

7. Obligations et responsabilités supplémentaires en matière de Service SaaS. Cette Section 7 s'applique aux Abonnements pour un Produit, ou un composant d'un Produit, déployé via un Service SaaS uniquement.

7.1 Utilisation acceptable ; Restrictions sur les Informations sensibles.

7.1.1 L'Acheteur n'utilisera pas intentionnellement le Produit, le composant ou le Service SaaS pour : (a) stocker, télécharger ou transmettre du contenu illicite ou illégal, ou des virus, des « chevaux de Troie » ou tout autre code nuisible ; (b) se livrer à du hameçonnage, au spamming, à des attaques par déni de service ou à une activité frauduleuse ou illégale ; (c) interférer ou perturber l'intégrité ou les performances du Produit, du composant ou des données qu'il contient ou sur le système ou le réseau du Concédant, ou contourner les fonctionnalités de sécurité du Produit ; ou (d) effectuer des tests d'intrusion, des tests de vulnérabilité ou d'autres tests de sécurité sur le Produit, le composant ou les systèmes ou réseaux du Concédant, ou tenter d'obtenir un accès non autorisé au Produit ou aux systèmes ou réseaux du Concédant.

7.1.2 L'Acheteur n'utilisera pas les Services SaaS pour stocker ou traiter des Informations hautement sensibles, à moins que le Concédant n'achète spécifiquement un Abonnement à un Service SaaS conçu pour être utilisé avec des Informations hautement sensibles. L'expression « **Informations hautement sensibles** » désigne, aux fins du présent Accord : (1) les « catégories spéciales de données personnelles », les « informations personnelles sensibles » ou les « données personnelles sensibles », telles que définies dans la législation applicable en matière de protection des données, y compris le règlement de l'Union européenne 2016/679, article 9 (1) ou toute autre législation ultérieure ; (2) les informations sur les patients, les informations médicales ou autres informations de santé protégées et réglementées par la loi sur la portabilité et la responsabilité en matière d'assurance maladie (telle que modifiée et complétée) (« **HIPAA** ») ; ou (3) d'autres informations sous réserve de protections ou de réglementations supplémentaires en vertu de lois spécifiques telles que la loi sur la protection de la vie privée des enfants en ligne ou la loi Gramm-Leach-Bliley (ou des règles ou réglementations connexes). Le fournisseur n'est pas responsable des Informations hautement sensibles lorsque le Service SaaS n'est pas approuvé par le Concédant pour une utilisation avec des Informations hautement sensibles.

7.1.3 Le Concédant peut suspendre le droit de l'Acheteur ou d'un Utilisateur d'accéder à ou d'utiliser tout ou partie du Service SaaS immédiatement après en avoir informé l'Acheteur (a) si le Concédant, après une diligence raisonnable compte tenu de la nature et de la gravité du problème, détermine raisonnablement que : (i) l'utilisation du Service SaaS par l'Acheteur ou un Utilisateur présente un risque important pour la sécurité ou le fonctionnement des systèmes du Concédant, du Service SaaS ou des systèmes ou données de tout autre client, ou (ii) l'utilisation du Service SaaS par l'Acheteur ou un Utilisateur enfreint la présente Section 7.1 ou est illégale ou frauduleuse ; (b) si l'Acheteur ne paie pas tout montant non contesté dans les 30 jours suivant la notification des arriérés ; ou (c) si l'Acheteur utilise un Abonnement à un Service SaaS pour stocker ou traiter des Informations hautement sensibles si ce Service SaaS n'est pas approuvé par le Concédant pour une utilisation avec des Informations hautement sensibles. Dans la mesure du possible, le Concédant limitera la suspension du Service SaaS conformément à la sous-section (a) si nécessaire pour atténuer le risque applicable. Le Concédant rétablira rapidement le Service SaaS pour l'Acheteur dès la résolution du problème et/ou le paiement des montants impayés (le cas échéant).

7.2 Données de l'Acheteur et Contenu de l'Acheteur.

7.2.1 L'Acheteur est et continuera d'être le propriétaire unique et exclusif de tous le Contenu de l'Acheteur, des Données de l'Acheteur et des autres Informations confidentielles de l'Acheteur, y compris tous les Droits de propriété y afférents. Aucune disposition du présent Accord ne sera interprétée comme accordant au Concédant des Droits de propriété ou tout autre droit propriétaire sur les Données de l'Acheteur et le Contenu de l'Acheteur.

7.2.2 L'Acheteur déclare et garantit au Concédant qu'il dispose ou obtiendra tous les consentements, autorisations et droits nécessaires, et fournira toutes les notifications et divulgations nécessaires afin de fournir les Données de l'Acheteur au Concédant et pour que le Concédant puisse utiliser les Données de l'Acheteur dans l'exécution de ses obligations conformément aux conditions générales du présent Accord, y compris tout accès ou transmission à des tiers avec lesquels l'Acheteur partage ou autorise l'accès aux Données de l'Acheteur.

7.2.3 Les Parties conviennent que les Données de l'Acheteur et le Contenu de l'Acheteur sont des Informations confidentielles de l'Acheteur. L'Acheteur accorde par la présente au Concédant une licence non exclusive, non transférable (sauf dans le cadre d'une cession autorisée en vertu de la Section 12.2) et révocable, dans le cadre de tous les Droits de propriété, pour reproduire et utiliser le Contenu de l'Acheteur et les Données de l'Acheteur uniquement dans le but et dans la mesure nécessaire à l'exécution des obligations du Concédant en vertu du présent Accord. En aucun cas, le Concédant ne consultera, n'utilisera ou ne divulguera à un tiers les Données de l'Acheteur ou tout Contenu de l'Acheteur à des fins autres que celles nécessaires à la fourniture du Produit et des Services à l'Acheteur, ainsi qu'à l'exécution de ses obligations en vertu du présent Accord. Le Concédant ne regroupera, n'anonymisera ni ne créera de données dérivées des Données de l'Acheteur autrement que dans la mesure nécessaire pour fournir le Produit ou les Services et pour exécuter ses obligations conformément aux conditions générales du présent Accord.

7.2.4 L'Acheteur aura un accès complet à l'intégralité des Données de l'Acheteur contenues dans le Produit et aura le droit de les consulter et de les conserver. À aucun moment, aucun enregistrement informatique ou électronique contenant des Données de l'Acheteur ne sera stocké ou conservé sous une forme ou d'une manière qui ne soit pas facilement accessible à l'Acheteur dans le cadre du fonctionnement normal du Produit, à l'exception des sauvegardes des Données de l'Acheteur stockées et/ou conservées sur les instructions de l'Acheteur ou conformément à la Documentation et aux Conditions de confidentialité et de sécurité. Le Concédant fournira à l'Acheteur tous les mots de passe, codes, commentaires, Clés et autres documents nécessaires à cet accès et à cette utilisation du Produit, et l'Acheteur aura le droit de supprimer ou de faire supprimer par le Concédant les Données de l'Acheteur tel que spécifié expressément par l'Acheteur.

7.3 Données du système. Dans la mesure où les Données du système identifient ou permettent, seules ou conjointement avec d'autres données, l'identification, l'association ou la corrélation de ou avec l'Acheteur, ses Sociétés affiliées, ses Utilisateurs, ses clients, ses fournisseurs ou toute autre personne interagissant avec l'un des éléments ci-dessus, ou toute Information confidentielle de l'Acheteur ou de tout appareil provenant de ou interagissant avec

l'Acheteur ou ses Sociétés affiliées (« **Données du système identifiables** »), le Concédant ne peut collecter et utiliser des Données du système identifiables qu'en interne pour administrer, fournir et améliorer le Produit et les Services comme une offre de services généralement disponible, afin d'identifier les opportunités pour l'Acheteur d'optimiser son utilisation du Produit, y compris en proposant une formation supplémentaire, et d'identifier auprès de l'Acheteur les utilisations complémentaires des autres Produits et Services du Concédant. Le Concédant ne ciblera aucune analyse de données et n'utilisera aucune Donnée du système identifiable pour obtenir ou tenter d'obtenir des informations concernant l'Acheteur et ses Sociétés affiliées, leurs activités, leurs finances, leurs utilisateurs, clients, clients potentiels, fournisseurs ou autres personnes interagissant avec l'Acheteur et ses Sociétés affiliées. Le Concédant ne ciblera aucun effort de développement résultant de son utilisation des Données du système identifiables vers une personne sur la base de la relation du destinataire avec l'Acheteur ou l'une de ses Sociétés affiliées, ou du fait que le destinataire prévu appartient au même secteur ou au même marché que l'Acheteur ou l'une de ses Sociétés affiliées. Le Concédant n'utilisera ni ne divulguera aucune Donnée du système identifiable à des fins autres que celles autorisées dans la présente section, sauf accord écrit contraire des Parties, et il préservera, à l'exception de l'utilisation autorisée dans cette section, la confidentialité et la sécurité des Données du système identifiables en tant qu'Informations confidentielles.

7.4 Utilisation d'autres données. Nonobstant ce qui précède, rien dans le présent Accord ne restreint : (a) l'utilisation par le Concédant de Données du système ou de données dérivées de Données du système qui n'identifient ou ne permettent pas, seules ou conjointement avec d'autres données, l'identification, l'association ou la corrélation de ou avec (i) l'Acheteur, ses Sociétés affiliées, les Utilisateurs, les clients, les fournisseurs ou d'autres personnes interagissant avec l'Acheteur et ses Sociétés affiliées, ou toute Information confidentielle de l'Acheteur, ou (ii) tout appareil (par exemple ordinateur, téléphone portable ou navigateur)) utilisé pour accéder au Produit ou l'utiliser comme s'il provenait de l'Acheteur ou de ses Sociétés affiliées, ou en interagissant avec l'Acheteur ou ses Sociétés affiliées ; ou (b) l'utilisation par l'une ou l'autre des Parties de toute donnée, tout enregistrement, tout fichier, tout contenu ou toute autre information concernant un tiers qui est collecté, reçu, stocké ou conservé par une Partie indépendamment du présent Accord.

7.5 Sécurité ; Notification de violation. Le Concédant se conformera aux pratiques de sécurité (le cas échéant) incorporées ou référencées dans la Liste des produits et la Documentation du Produit, à condition toutefois que le Concédant mette en œuvre et maintienne à tout moment, conformément aux pratiques standard du secteur, des garanties physiques, administratives et techniques et d'autres mesures de sécurité : (a) pour préserver la sécurité et la confidentialité des Données de l'Acheteur ; et (b) pour préserver la disponibilité et l'intégrité des Données de l'Acheteur, ainsi que pour protéger les Données de l'Acheteur contre les menaces ou dangers connus ou raisonnablement attendus qui pèsent contre sa sécurité, y compris la perte accidentelle, l'utilisation, l'accès, la modification ou la divulgation non autorisés. Le Concédant informera rapidement l'Acheteur dès la découverte de tout accès non autorisé à du contenu, de toute perte, utilisation ou divulgation non autorisée de Données de l'Acheteur (un « **Incident de sécurité** »), à condition qu'une telle notification ne soit pas interdite par la Loi. Le Concédant enquêtera sur la cause de l'Incident de sécurité et prendra des mesures raisonnables pour empêcher tout accès non autorisé, toute perte, toute utilisation ou toute divulgation supplémentaires des Données de l'Acheteur. À la demande et aux frais de l'Acheteur, le

Concédant coopérera raisonnablement avec l'Acheteur pour se conformer à ses obligations en vertu de la loi applicable en matière de réponse à un Incident de sécurité. L'obligation du Concédant de signaler ou de répondre à un Incident de sécurité en vertu de la présente Section ne constitue pas une reconnaissance par le Concédant d'une quelconque faute ou responsabilité en ce qui concerne l'Incident de sécurité.

7.6 Législation sur la protection des données.

7.6.1 Chaque Partie se conformera à toutes les Lois sur la protection des données, et à toute mise en œuvre de ces Lois, applicables à son exécution dans le cadre du présent Accord. Les Parties reconnaissent et conviennent qu'elles envisageront de mettre en œuvre de bonne foi tout code de pratique et tout guide de bonnes pratiques émis par les autorités compétentes, dans la mesure où ils s'appliquent aux Lois sur la protection des données spécifiques à chaque pays ou à leur mise en œuvre.

7.6.2 Sans limiter la généralité de ce qui précède, si le Concédant collecte ou fournit des Données personnelles à l'Acheteur ou si le Concédant traite des Données personnelles pour le compte de l'Acheteur, le Concédant et l'Acheteur et/ou leurs Sociétés affiliées, selon le cas, accepteront des conditions supplémentaires de confidentialité et de sécurité conformément à la Législation sur la protection des données qui sera applicable. À moins que le Concédant et l'Acheteur n'acceptent expressément d'être liés par d'autres conditions générales reflétant leurs obligations légales respectives en matière de Données personnelles, le Concédant et l'Acheteur acceptent les conditions générales de l'Addendum sur le traitement des données ci-joint. Pour éviter toute ambiguïté, aucune Donnée personnelle ne doit être traitée ou transférée dans le cadre du présent Accord sans les Conditions de confidentialité et de sécurité nécessaires au respect de la Législation applicable sur la protection des données.

7.7 Recours. Chaque Partie convient qu'en cas de violation ou de menace de violation de la présente Section 7, la Partie non contrevenante aura droit à une injonction contre la Partie contrevenante en plus de tout autre recours auquel la Partie non contrevenante pourrait avoir droit.

8. Limitations de responsabilité.

8.1 Déclaration de non-responsabilité ; Limite générale. SOUS RÉSERVE DES SECTIONS 8.2, 8.3 ET 8.4, EN AUCUN CAS (a) L'UNE DES PARTIES NE SERA RESPONSABLE ENVERS L'AUTRE PARTIE DE DOMMAGES INDIRECTS, SPÉCIAUX, PUNITIFS, ACCESSOIRES OU CONSÉCUTIFS DÉCOULANT DU PRÉSENT ACCORD OU EN RELATION AVEC CELUI-CI, QUE CES DOMMAGES SOIENT FONDÉS SUR UN CONTRAT, UN DÉLIT OU UNE AUTRE THÉORIE JURIDIQUE, MÊME SI ELLE EST INFORMÉE DE LA POSSIBILITÉ DE TELS DOMMAGES, ET (b) LA RESPONSABILITÉ GLOBALE DE L'UNE OU L'AUTRE DES PARTIES EN VERTU DU PRÉSENT ACCORD, QUE CETTE RESPONSABILITÉ DÉCOULE DE RÉCLAMATIONS FONDÉES SUR UN CONTRAT, DÉLICTUEL OU AUTRE THÉORIE JURIDIQUE, NE DÉPASSERA LES HONORAIRES ET AUTRES MONTANTS PAYÉS ET DEVANT ÊTRE PAYÉS EN VERTU DE CET ACCORD DANS LES 12 MOIS PRÉCÉDANT L'ÉVÉNEMENT À L'ORIGINE DE LA RESPONSABILITÉ.

8.2 Exception en cas de négligence grave, de faute intentionnelle ou de fraude. LES EXCLUSIONS ET LIMITATIONS DE RESPONSABILITÉ ÉNONCÉES À LA SECTION 8.1 (a) ET (b) NE S'APPLIQUERONT PAS À LA NÉGLIGENCE GRAVE, À LA FAUTE INTENTIONNELLE OU À LA FRAUDE D'UNE PARTIE.

8.3 Exception pour certaines obligations d'indemnisation. LES EXCLUSIONS ET LIMITATIONS DE RESPONSABILITÉ ÉNONCÉES AUX SECTIONS 8.1 (a) ET (b) NE S'APPLIQUERONT PAS AUX FRAIS DE DÉFENSE ET AUX MONTANTS ACCORDÉS À LA PARTIE INDEMNISÉE PAR UN TRIBUNAL COMPÉTENT OU CONVENUS CONFORMÉMENT À UN ACCORD DE RÈGLEMENT QUI SONT SOUMIS AUX OBLIGATIONS D'INDEMNISATION ET DE DÉFENSE DE CETTE PARTIE EN VERTU DU PRÉSENT ACCORD.

8.4 Limite spéciale pour faille de sécurité.

8.4.1 POUR LES ABONNEMENTS AUX SERVICES SAAS, LES EXCLUSIONS ET LIMITATIONS DE RESPONSABILITÉ ÉNONCÉES DANS LES SECTIONS 8.1 (a) ET (b) NE S'APPLIQUERONT PAS, MAIS LA SECTION 8.4.2 S'APPLIQUERA : (a) AUX AMENDES ET PÉNALITÉS GOUVERNEMENTALES ENCOURUES PAR L'ACHETEUR ET AUX FRAIS RAISONNABLES ET DOCUMENTÉS D'ENQUÊTE, DE NOTIFICATION, DE REMÉDIATION ET D'ATTÉNUATION SPÉCIFIÉS DANS LA SECTION 9.5 RÉSULTANT DE TOUT INCIDENT DE SÉCURITÉ DÛ À UN MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS DU CONCÉDANT EN VERTU DES CONDITIONS DE CONFIDENTIALITÉ ET DE SÉCURITÉ OU DE TOUTE VIOLATION PAR LE CONCÉDANT DES LOIS SUR LA PROTECTION DES DONNÉES ET DES OBLIGATIONS DU CONCÉDANT À CET ÉGARD CONFORMÉMENT À LA SECTION 9.5 ; ET (b) À TOUTE RESPONSABILITÉ DÉCOULANT DE RÉCLAMATIONS INTENTÉES PAR DES TIERS CONTRE L'ACHETEUR À LA SUITE D'UN INCIDENT DE SÉCURITÉ RÉSULTANT D'UN MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS DU CONCÉDANT EN VERTU DE TOUTE CONDITION DE CONFIDENTIALITÉ ET DE SÉCURITÉ OU D'UNE VIOLATION PAR LE CONCÉDANT DES LOIS SUR LA PROTECTION DES DONNÉES, Y COMPRIS LES FRAIS DE DÉFENSE ET TOUT MONTANT ACCORDÉ À L'ACHETEUR PAR UN TRIBUNAL COMPÉTENT OU CONVENU CONFORMÉMENT À UN ACCORD DE RÈGLEMENT.

8.4.2 POUR LES ABONNEMENTS AUX SERVICES SAAS, LA RESPONSABILITÉ GLOBALE DU CONCÉDANT EN VERTU DU PRÉSENT ACCORD POUR TOUT INCIDENT DE SÉCURITÉ RÉSULTANT D'UN MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS DU CONCÉDANT EN VERTU DES CONDITIONS DE CONFIDENTIALITÉ ET DE SÉCURITÉ OU DE TOUTE VIOLATION PAR LE CONCÉDANT DES LOIS SUR LA PROTECTION DES DONNÉES, Y COMPRIS LES AMENDES ET PÉNALITÉS GOUVERNEMENTALES ENCOURUES PAR L'ACHETEUR ET LES FRAIS RAISONNABLES ET DOCUMENTÉS ÉNONCÉS À LA SECTION 9.5, AINSI QUE LES OBLIGATIONS D'INDEMNISATION ET DE DÉFENSE DU CONCÉDANT CONFORMÉMENT À LA SECTION 9.1 (b) ET À SES OBLIGATIONS EN VERTU DE LA SECTION 9.5 ET AUX OBLIGATIONS DU CONCÉDANT À CET ÉGARD CONFORMÉMENT À LA SECTION 9.5, QUE CES DOMMAGES SOIENT FONDÉS SUR

UN CONTRAT, UN DÉLIT OU UNE AUTRE THÉORIE JURIDIQUE, NE DÉPASSERA PAS (AU LIEU ET NON EN PLUS DU MONTANT INDIQUÉ À LA SECTION 8.1) TROIS FOIS LES FRAIS ET AUTRES MONTANTS PAYÉS ET DEVANT ÊTRE PAYÉS EN VERTU DU PRÉSENT ACCORD AU COURS DES 12 MOIS PRÉCÉDANT L'ÉVÉNEMENT AYANT DONNÉ LIEU AUX DOMMAGES.

9. Indemnisation.

9.1 Indemnité du Concédant. Le Concédant défendra, à ses frais, l'Acheteur et ses Sociétés affiliées ainsi que leurs dirigeants, administrateurs, employés, agents et représentants respectifs (collectivement, les « **Parties indemnisées par l'acheteur** ») contre toutes les réclamations, actions, procédures et poursuites intentées par un tiers (y compris les enquêtes gouvernementales) (« **Réclamations** ») dans la mesure où elles découlent ou allèguent l'un des éléments suivants : (a) violation, détournement ou violation de tout Droit de propriété par le Contenu sous licence ou utilisation par l'Acheteur conformément au présent Accord ; et (b) tout accès, utilisation ou divulgation non autorisés des Données de l'Acheteur résultant d'un manquement aux obligations du Concédant en vertu des Conditions de confidentialité et de sécurité ou d'une violation par le Concédant des Lois sur la protection des données. Le Concédant paiera tous les frais, dommages et montants finalement accordés par un tribunal ou convenus dans le cadre d'un règlement (comme indiqué à la Section 9.3 ci-dessous), ainsi que toutes les amendes et pénalités gouvernementales infligées ou encourues par l'Acheteur dans le cadre de telles Réclamations.

9.2 Indemnité de l'Acheteur. L'Acheteur défendra, à ses frais, le Concédant et ses Sociétés affiliées, ainsi que leurs dirigeants, administrateurs, employés, agents et représentants respectifs (collectivement, les « **Parties indemnisées par le Concédant** ») contre toute réclamation découlant ou alléguant l'un des éléments suivants : (a) violation, détournement ou infraction à tout droit de propriété par le Contenu de l'Acheteur ou les Données de l'Acheteur ou leur utilisation par le Concédant conformément au présent Accord ; et (b) tout Traitement non autorisé ou illégal des Données de l'Acheteur par le Concédant lors de l'exécution de ses obligations conformément au présent Accord résultant de toute inexactitude ou violation des déclarations, garanties et/ou obligations de l'Acheteur en vertu de la Section 7.2.2. L'Acheteur paiera tous les frais, dommages et montants finalement accordés par un tribunal ou convenus dans le cadre d'un règlement (comme indiqué à la Section 9.3 ci-dessous), ainsi que toutes les amendes et pénalités gouvernementales infligées ou encourues par le Concédant dans le cadre de telles Réclamations. Nonobstant toute disposition contraire des présentes, si l'Acheteur est une entité gouvernementale, la présente Section 9.2 ne s'appliquera pas, sauf dans la mesure permise par la Loi applicable.

9.3 Processus. La ou les Parties demandant une indemnisation conformément à la présente Section 9 (chacune, une « **Partie indemnisée** » et, collectivement, les « **Parties indemnisées** ») informeront rapidement l'autre Partie (la « **Partie qui indemnise** ») de chaque Réclamation pour laquelle elle demande une indemnisation, étant entendu que le défaut ou le retard dans la fourniture d'une telle notification ne libère pas la Partie qui indemnise de toute obligation en vertu des présentes, sauf dans la mesure où la Partie qui indemnise est lésée par un tel manquement. Les Parties indemnisées apporteront à la Partie qui indemnise leur coopération raisonnable pour la défense de chaque Réclamation pour laquelle une indemnisation aura été

demandée, aux frais de la Partie qui indemnise. La Partie qui indemnise tiendra les Parties indemnisées informées du statut de chaque Réclamation. Une Partie indemnisée peut participer à la défense à ses propres frais. La Partie qui indemnise contrôlera la défense ou le règlement de la Réclamation, à condition que la Partie qui indemnise, sans le consentement écrit préalable des parties indemnisées : (a) ne conclue aucun règlement qui ; (i) inclut un aveu de culpabilité ou d'acte répréhensible de la part d'une Partie indemnisée ; (ii) impose des obligations financières à toute Partie indemnisée que la Partie indemnisée n'est pas obligée de payer en vertu de la présente Section 9 ; (iii) impose des obligations non monétaires à toute Partie indemnisée ; et (iv) n'inclut pas une libération complète et inconditionnelle de toute Partie indemnisée ; et (b) ne consente pas à l'enregistrement du jugement, sauf en cas de rejet avec préjudice de toute Réclamation réglée comme décrit en (a). La Partie qui indemnise veillera à ce que tout règlement qu'elle conclut pour une réclamation soit confidentiel, sauf lorsque cela n'est pas autorisé par la Loi applicable.

9.4 Recours en cas de violation. Outre les obligations du Concédant en vertu de la Section 9.1, si le Produit ou tout autre Contenu sous licence est considéré, ou selon le Concédant est susceptible d'être considéré, comme enfreignant, détournant ou violant des Droits de propriété ou, si sur la base d'une prétendue violation, d'un supposé détournement ou d'une supposée violation des Droits de propriété, une injonction est obtenue, ou si le Concédant estime qu'une injonction est susceptible d'être obtenue, qui interdirait ou interférerait avec l'utilisation par l'Acheteur du Contenu sous licence en vertu du présent Accord, le Concédant pourra, à sa discrétion et à ses frais, soit : (a) fournir à l'Acheteur le droit de continuer à utiliser le Contenu sous licence concerné conformément à la licence accordée en vertu du présent Accord ; ou (b) modifier ou remplacer le Contenu sous licence concerné afin que ce Contenu sous licence modifié ou de remplacement soit raisonnablement comparable en termes de fonctionnalités, d'interopérabilité avec d'autres logiciels et systèmes, et de niveaux de sécurité et de performance, et qu'il n'enfreigne, ne détourne ou ne viole aucun Droit de propriété d'un tiers. Si, dans de telles circonstances, le Concédant ne peut mener à bien aucune des actions ci-dessus sur une base commercialement raisonnable, le Concédant en informera l'Acheteur et chaque Partie pourra résilier l'Abonnement et le présent Accord, auquel cas le Concédant remboursera à l'Acheteur les frais prépayés au Concédant par l'Acheteur au prorata de la partie non utilisée de l'Abonnement. Par souci de clarté, les obligations d'indemnisation et de défense du Concédant en vertu de cette section incluent les Réclamations pour violation fondées sur l'utilisation du Contenu sous licence par les Parties indemnisées par l'Acheteur à la suite d'une Réclamation initiale pour violation, à l'exception de ce qui suit : si le Concédant répond à une Réclamation pour violation en mettant en œuvre la solution énoncée dans (b), le Concédant n'aura aucune obligation de défendre ni d'indemniser l'Acheteur pour les Réclamations de contrefaçon résultant de l'utilisation par l'Acheteur après l'exécution de (b) pour le Contenu sous licence contrefait pour lequel le Concédant a fourni un Contenu sous licence modifié ou de remplacement et un délai raisonnable pour mettre en œuvre ce Contenu sous licence modifié ou de remplacement.

9.5 Recours en cas de violation de la sécurité. Dans le cas d'un Abonnement à un Service SaaS, outre les obligations du Concédant en vertu de la Section 9.1, en cas d'Incident de sécurité résultant d'une violation des obligations du Concédant en vertu des Conditions de confidentialité et de sécurité ou d'une violation par le Concédant des Lois sur la protection des données, le Concédant paiera les amendes et pénalités gouvernementales et les autres frais

engagés par l'Acheteur, dans la mesure du raisonnable et avec documentation, pour (a) enquêter sur et répondre à l'Incident de sécurité ; (b) des conseils juridiques concernant l'Incident de sécurité ; (c) envoi d'une notification aux personnes concernées, aux agences d'autorégulation pertinentes du gouvernement et du secteur affecté, ainsi qu'aux médias ; (d) fournir des services de surveillance du crédit et/ou d'usurpation d'identité aux personnes concernées ; (e) gérer un centre d'appels pour répondre aux questions des personnes concernées ; et (f) toute autre enquête, atténuation, correction ou notification requise par la loi ou les régulateurs devant être entreprise par l'Acheteur en réponse à un tel Incident de sécurité.

9.6 Limites.

9.6.1 Le Concédant n'aura aucune responsabilité ou obligation en vertu de la présente Section 9 en ce qui concerne toute Réclamation pour violation dans la mesure où elle est imputable à : (a) des modifications du Contenu sous licence non fournies par le Concédant ou son Personnel ; (b) l'utilisation du Produit en combinaison avec un équipement ou un logiciel tiers non fourni ou rendu accessible par le Concédant ou non spécifiquement référencé pour utilisation avec le Contenu sous licence dans la Liste des produits ou la Documentation ; ou (c) l'utilisation du Contenu sous licence par l'Acheteur en violation du présent Accord. La responsabilité du Concédant en vertu de la présente Section 9 en ce qui concerne toute Réclamation pour infraction imputable à l'utilisation du Produit en combinaison avec un équipement ou un logiciel tiers fourni ou rendu accessible par le Concédant ou spécifiquement référencée dans la Liste des produits ou la Documentation est limitée à la part proportionnelle du Concédant aux frais de défense et à l'indemnisation sur la base du moindre des montants suivants : (i) la valeur de la contribution du Contenu sous licence à la valeur totale de la combinaison réelle ou présumée contrefaite ; ou (ii) la contribution relative du Contenu sous licence relatif aux Réclamations réelles ou prétendument violées (par exemple, le Contenu sous licence est censé satisfaire à une limite d'une réclamation avec quatre limites distinctes et le Concédant serait responsable d'une part de 25 % des obligations de défense et d'indemnisation).

9.6.2 L'Acheteur n'aura aucune responsabilité ou obligation en vertu de la présente Section 9 en ce qui concerne toute Réclamation pour violation dans la mesure où elle est imputable à : (a) des modifications apportées au Contenu de l'Acheteur ou à des Données de l'Acheteur non fournies par l'Acheteur ou son Personnel ; ou (b) l'utilisation du Contenu de l'Acheteur ou des Données de l'Acheteur par le Concédant en violation du présent Accord.

9.6.3 La présente Section 9 énonce l'entière responsabilité du Concédant en cas d'infraction aux, de détournement ou de violation des Droits de propriété de tiers par tout ou partie du Contenu sous licence ou par toute utilisation de celui-ci par l'Acheteur. De plus, ladite Section 9 énonce l'entière responsabilité de l'Acheteur en ce qui concerne l'infraction aux, le détournement ou la violation des Droits de propriété de tiers par tout Contenu de l'Acheteur, les Données de l'Acheteur ou toute partie de ceux-ci ou par tout Traitement de ceux-ci par le Concédant.

9.7 Sans restrictions. Les indemnités susmentionnées ne seront limitées de quelque manière que ce soit par aucune couverture d'assurance requise ou autre souscrite par une Partie.

10. Durée et résiliation.

10.1 Durée. Le présent Accord restera pleinement en vigueur jusqu'à la conclusion de l'Abonnement, à moins qu'il ne soit résilié plus tôt par l'une ou l'autre des Parties comme le prévoit le présent Accord.

10.2 Résiliation. Chaque Partie peut résilier l'Abonnement ou le présent Accord si l'autre Partie enfreint de manière significative le présent Accord et ne remédie pas à la violation dans les 30 jours suivant la réception d'une notification écrite de la violation de la part de la Partie non contrevenante. Dans le cas d'un Abonnement à un Service SaaS, la résiliation par le Concédant conformément à la présente Section ne porte pas atteinte au droit de l'Acheteur, ni à l'obligation du Concédant, d'extraire ou d'aider à la récupération ou à la suppression des Données de l'Acheteur, comme indiqué à la Section 10.3.2 après une telle résiliation.

10.3 Effet de la résiliation.

10.3.1 À la résiliation ou à l'expiration de l'Abonnement ou du présent Accord, le droit de l'Acheteur d'utiliser le Produit sous licence dans le cadre de cet Abonnement sera résilié et l'accès de l'Acheteur au Produit et au Service fournis dans le cadre de cet Abonnement pourra être désactivé et interrompu. La résiliation ou l'expiration de tout Abonnement acheté par l'Acheteur auprès du Concédant ne mettra pas fin ni ne modifiera aucun autre Abonnement acheté par l'Acheteur auprès du Concédant.

10.3.2 Dans les 45 jours (ou toute autre période convenue par les Parties) suivant la résiliation ou l'expiration de tout Abonnement au Service SaaS pour quelque raison que ce soit et sur demande écrite de l'Acheteur à tout moment avant la résiliation ou l'expiration, le Concédant extraira du Produit et/ou de l'Environnement informatique du Concédant (le cas échéant) et retournera à l'Acheteur toutes les Données de l'Acheteur ou, si l'Acheteur est en mesure de récupérer ou de supprimer directement les Données de l'Acheteur à l'aide du Service SaaS, pendant une période de 45 jours (ou toute autre période dont les Parties peuvent convenir par écrit) après la résiliation ou l'expiration du présent Accord pour quelque raison que ce soit, l'Acheteur peut récupérer ou supprimer lui-même les Données de l'Acheteur avec l'assistance du Concédant, à la demande raisonnable de l'Acheteur. Si l'Acheteur récupère ou supprime lui-même les données de l'Acheteur, le Concédant aidera l'Acheteur, tel que raisonnablement demandé par l'Acheteur, à valider si la récupération ou la suppression a été réussie. Les Données de l'Acheteur doivent être fournies ou pouvoir être extraites dans un format standard non propriétaire alors en vigueur. Nonobstant toute disposition contraire des présentes, l'obligation du Concédant de retourner ou de permettre à l'Acheteur de récupérer ou de supprimer les Données de l'Acheteur conformément à la présente Section 10.3.2 peut être retardée, mais ne sera pas annulée en raison de la survenance d'un Cas de force majeure (défini ci-dessous). Après la livraison à l'Acheteur des Données de l'Acheteur et la confirmation de cette opération par l'Acheteur, ou la récupération ou la suppression par l'Acheteur des Données de l'Acheteur et la validation de celle-ci par le Concédant ou l'expiration de la période applicable, selon la première des deux éventualités, le Concédant peut, et le fera dans un délai raisonnable par la suite, supprimer et effacer définitivement les Données de l'Acheteur (le cas échéant) de ses dossiers électroniques et papier, et il certifiera par écrit à l'Acheteur, sur demande de ce dernier, qu'il a procédé à cette suppression et à ce retrait. Si le Concédant n'est

pas en mesure de supprimer une partie des Données de l'Acheteur ou des Informations confidentielles de l'Acheteur, il restera soumis aux conditions de respect de la vie privée, de confidentialité et de sécurité des données du présent Accord.

10.3.3 Les Sections 4 (Droits de propriété), 6 (Confidentialité), 7.2.1 (Données de l'Acheteur et Contenu de l'Acheteur), 8 (Limitations de responsabilité), 9 (Indemnisation), 10.3 (Effet de la résiliation), 11 (Assurance), 12 (Généralités) et 13 (Définitions) et toute licence perpétuelle accordée en vertu du présent Accord, ainsi que toutes les autres dispositions du présent Accord qui peuvent raisonnablement être interprétées ou considérées comme survivant à l'expiration ou à la résiliation, survivront à l'expiration ou à la résiliation du présent Accord pour quelque raison que ce soit ; mais les obligations de non-utilisation et de non-divulcation de la Section 6 expireront cinq ans après l'expiration ou la résiliation du présent Accord, sauf en ce qui concerne, et aussi longtemps que, toute Information confidentielle constituera un secret commercial.

11. Assurance.

11.1 Couvertures. Chaque Partie obtiendra et conservera l'assurance appropriée nécessaire à la mise en œuvre et à l'exécution du présent Accord conformément à la Loi applicable et aux exigences de la présente Section 11. Sous réserve du droit du Concédant de s'autoassurer comme décrit ci-dessous, le Concédant acquerra et conservera en permanence, à ses propres frais, la couverture d'assurance suivante pendant la durée du présent Accord et pendant un an après :

11.1.1 Assurance Responsabilité civile commerciale comprenant toutes les principales catégories de couverture, y compris l'exploitation des locaux, les dommages matériels, les produits et les opérations achevées, la responsabilité contractuelle, les dommages corporels et publicitaires avec des limites de 1 000 000 d'USD par événement et 2 000 000 d'USD au total, et 5 000 000 USD au total des produits et des opérations achevées ;

11.1.2 Assurance Responsabilité professionnelle couvrant les pertes financières résultant ou dues à des actes, des erreurs ou des omissions dans la prestation de Services en lien avec le présent Accord, y compris les actes, erreurs ou omissions dans la fourniture de Services informatiques ou liées aux ordinateurs, la violation des Droits de propriété, l'endommagement/la destruction/la corruption des données, tout manquement à la protection de la vie privée, tout accès non autorisé, toute utilisation non autorisée, toute transmission de virus et déni de service en raison des défaillances de sécurité du réseau avec une limite minimale de 2 000 000 d'USD par réclamation et par cumul annuel ;

11.1.3 S'il s'agit d'un Abonnement à un Service SaaS, d'une Responsabilité informatique ou d'Erreurs et omissions technologiques, avec des limites de 2 000 000 d'USD par réclamation et par an, offrant une protection contre toute responsabilité pour : (a) attaques contre le système ; (b) attaques par déni ou perte de service ; (c) diffusion de code logiciel malveillant ; (d) accès et utilisation non autorisés de systèmes informatiques ; (e) responsabilité résultant de la perte ou de la divulgation de données confidentielles personnelles ou professionnelles ; (f) cyberextorsion ; (g) réponse aux violations et couverture de gestion ; (h) interruption des activités ; et (i) atteinte à la vie privée ; et

11.1.4 S'il s'agit d'un Abonnement à un Service SaaS, une assurance contre la Criminalité informatique avec des limites de 1 000 000 d'USD et une Couverture d'assurance contre le vol et l'achat par les employés avec des limites de 500 000 USD.

11.2 Assurance Responsabilité civile complémentaire ; Auto-assurance. Les limites de l'assurance peuvent être satisfaites par toute combinaison d'assurance principale et d'assurance responsabilité civile/complémentaire. En outre, l'une ou l'autre des Parties peut satisfaire à ses obligations d'assurance spécifiées dans le présent Accord par le biais d'un programme de fidélisation auto-assuré. À la demande de l'Acheteur, le Concédant fournira la preuve du programme d'auto-assurance du Concédant dans une déclaration officielle (sur papier à en-tête du Concédant, si disponible) attestant que le Concédant est auto-assuré pour le type et le montant de couverture décrits dans la Section 11.1. La déclaration du Concédant peut prendre la forme d'une résolution d'entreprise ou d'une déclaration certifiée d'un dirigeant social ou d'un mandant autorisé du Concédant. La déclaration doit également identifier les couvertures requises qui sont auto-assurées et celles qui sont assurées commercialement.

11.3 Certificats et autres exigences. Avant l'exécution du présent Accord et chaque année par la suite pendant la durée de l'Accord, l'Acheteur peut demander au Concédant de lui fournir un certificat d'assurance attestant les couvertures énoncées ci-dessus. La Responsabilité civile commerciale générale du Concédant et toute assurance responsabilité civile complémentaire invoquée pour satisfaire aux obligations énoncées dans la présente Section constitueront une couverture principale et non contributive, et les polices ne contiendront aucune exclusion intra-assurée entre les personnes ou les organisations assurées. La police de Responsabilité commerciale générale du Concédant prévoit une renonciation à la subrogation en faveur de l'Acheteur et de ses Sociétés affiliées. Les limites de couverture stipulées ci-dessus ne seront pas interprétées comme une limitation de toute responsabilité potentielle envers l'Acheteur, et le fait de ne pas demander une preuve de cette assurance ne sera pas interprété comme une renonciation à l'obligation du Concédant de fournir la couverture d'assurance spécifiée.

12. Généralités.

12.1 Loi applicable. Le présent Accord sera régi et interprété conformément aux lois de l'État de New York, à l'exclusion des principes de conflit de lois y afférents et de toute autre juridiction. Les Parties conviennent que toute action ou procédure judiciaire relative au présent Accord sera intentée uniquement devant les tribunaux d'État et fédéraux situés dans la ville de New York, État de New York. Chaque Partie se soumet irrévocablement à la compétence de ces tribunaux, et chaque Partie renonce à toute objection qu'elle pourrait avoir à l'encontre de la désignation du lieu d'une telle action ou procédure de la manière prévue dans la présente Section. Les Parties conviennent que la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises ne s'applique pas au présent Accord.

12.2 Désignation. Aucune des Parties ne peut céder ou transférer le présent Accord ou des droits ni déléguer des obligations qu'il comporte sans le consentement écrit préalable de l'autre Partie, qui ne sera pas raisonnablement refusé, retardé ou conditionné. Nonobstant ce qui précède, et sans obtenir le consentement écrit de l'autre Partie, le Concédant peut céder le présent Accord, dans son intégralité, et déléguer ses obligations à ses Sociétés affiliées ou à toute entité acquérant la totalité ou la quasi-totalité de ses actifs, que ce soit par vente d'actifs, vente

d'actions, fusion ou autre, et l'Acheteur peut céder le présent Accord, dans son intégralité, à toute Société affiliée ou entité acquérant la totalité ou la quasi-totalité de ses actifs liés au compte de l'Acheteur ou à l'ensemble des activités de ce dernier, que ce soit par vente d'actifs, vente d'actions, fusion ou autre. Toute tentative de cession, de transfert ou de délégation en violation de cette Section sera nulle et non avenue. Le présent Accord s'appliquera au bénéfice des Parties et de leurs successeurs et ayants droit autorisés.

12.3 Intégralité de l'Accord. Le présent Accord constitue l'intégralité de l'accord entre les Parties concernant l'objet des présentes, et il n'existe aucune autre représentation, entente ou accord entre les Parties concernant l'objet des présentes. Le présent Accord est uniquement conclu entre l'Acheteur et le Concédant. Ni Amazon Web Services, Inc. ni aucune de ses Sociétés affiliées ne sont parties au présent Accord et aucune d'entre elles n'aura de responsabilité ou d'obligation en vertu des présentes. Les conditions générales du présent Accord ne seront pas changées, modifiées ou annulées à moins que ce changement, cet amendement, cette modification ou cette renonciation ne soit effectué par écrit et signé par les représentants autorisés des Parties. AUCUNE DES PARTIES NE SERA LIÉE PAR, ET CHACUNE OBJECTERA SPÉCIFIQUEMENT À, TOUTE DISPOSITION QUI EST DIFFÉRENTE DE OU EN SUS DU PRÉSENT ACCORD (QUE CE SOIT FAIT ORALEMENT OU DANS UN DEVIS, UN BON DE COMMANDE, UNE FACTURE, UN DOCUMENT D'EXPÉDITION, DES CONDITIONS GÉNÉRALES EN LIGNE, UNE ACCEPTATION, UNE CONFIRMATION, UNE CORRESPONDANCE, OU AUTREMENT), À MOINS QUE CETTE DISPOSITION NE SOIT EXPRESSÉMENT CONVENUE PAR ÉCRIT ET SIGNÉE PAR LES DEUX PARTIES.

12.4 Lois sur les exportations. Chaque Partie se conformera à toutes les lois et réglementations douanières et de contrôle des exportations applicables des États-Unis et/ou de tout autre pays, dans le cas de l'Acheteur, lorsque l'Acheteur ou ses Utilisateurs utilisent le Produit ou les Services et, dans le cas du Concédant, lorsque le Concédant fournit le Produit ou les Services. Chaque Partie certifie que (i) elle-même et son Personnel ne se trouvent sur aucune des Listes gouvernementales américaines des personnes interdites, y compris, mais sans s'y limiter, la Liste des ressortissants spécialement désignés du département du Trésor et la Liste des personnes refusées du ministère du Commerce et (ii) ni lui ni son Personnel ne sont l'objet ou la cible d'un quelconque programme de sanctions, y compris, mais sans s'y limiter, les programmes de sanctions des États-Unis, de l'Union européenne et du Conseil de sécurité de l'ONU. Aucune des Parties n'exportera, ne réexportera, n'expédiera ou ne transférera de toute autre manière le Contenu sous licence, les Services ou les Données de l'Acheteur vers un pays soumis à un embargo ou à une autre sanction de la part des États-Unis ou d'une autre juridiction applicable.

12.5 Force majeure. Aucune des Parties ne sera responsable en vertu des présentes pour tout manquement ou retard dans l'exécution de ses obligations, en tout ou en partie, en raison d'émeutes, d'incendies, d'inondations, de tremblements de terre, d'explosions, d'épidémies, de guerre, de grève ou de conflits du travail (n'impliquant pas la Partie invoquant un cas de force majeure), d'embargo, d'autorité civile ou militaire, de catastrophe naturelle, d'action gouvernementale ou d'autres causes indépendantes de sa volonté et sans faute ou négligence de cette Partie ou de son Personnel, et sans qu'un tel manquement ou retard ait pu être empêché ou contourné par la Partie défaillante par l'utilisation d'autres sources d'approvisionnement, de plans de contournement ou d'autres précautions raisonnables (un « Cas

de force majeure »). Si un Cas de force majeure se poursuit pendant plus de 14 jours pour un Abonnement assorti d'une Tarification à l'admissibilité, l'Acheteur peut annuler la partie non exécutée de l'Abonnement et recevoir un remboursement au prorata de tous les frais prépayés par l'Acheteur au Concédant pour cette partie non exécutée.

12.6 Droits du gouvernement. Comme défini dans le FARS §2.101, le Produit et la Documentation sont des « articles commerciaux » et, selon le DFARS §252.227 et 7014(a)(1) et (5), ils sont considérés comme des « logiciels informatiques commerciaux » et une « documentation logicielle commerciale ». Conformément au FARS §12.212 et au DFARS §227.7202, l'utilisation, la modification, la reproduction, la publication, l'exécution, l'affichage ou la présentation de tels logiciels commerciaux ou d'une documentation logicielle commerciale par le gouvernement des États-Unis sera régi(e) uniquement par les conditions du présent Accord et sera interdit(e) sauf dans la mesure expressément autorisée par les conditions de cet Accord.

12.7 Titres. Les titres du présent Accord sont fournis à titre de référence uniquement, et les termes qu'ils contiennent ne seront en aucun cas considérés comme expliquant, modifiant, amplifiant ou aidant à l'interprétation, à la construction ou à la signification des dispositions du présent Accord.

12.8 Aucun bénéficiaire tiers. À l'exception de ce qui est spécifié à la Section 9 en ce qui concerne les Parties indemnisées par l'Acheteur et les Parties indemnisées par le Concédant, aucune disposition expresse ou implicite du présent Accord n'est destinée à conférer, et rien dans les présentes ne confèrera, à toute personne autre que les Parties et leurs successeurs ou ayants droit respectifs des parties, des droits, des recours, des obligations ou des responsabilités quels qu'ils soient.

12.9 Notifications. Pour entrer en vigueur, toute notification au titre du présent Accord doit être donnée par écrit. Chaque Partie consent à recevoir des communications électroniques et des notifications de l'autre Partie dans le cadre du présent Accord. Chaque Partie accepte de recevoir des notifications de l'autre Partie concernant le présent Accord : (a) par e-mail à l'adresse électronique désignée par cette Partie comme adresse de notification pour le Contrat type ; (b) par remise personnelle ; (c) par courrier recommandé ou certifié, avec accusé de réception ; ou (d) par un service de messagerie reconnu au niveau national. La notification sera considérée comme donnée lors de la confirmation écrite de sa réception.

12.10 Non-renonciation. Tout manquement ou retard de l'une des Parties dans l'exercice ou l'exercice partiel d'un droit, d'un pouvoir ou d'un privilège en vertu du présent Accord ne sera pas considéré comme une renonciation à un tel droit, pouvoir ou privilège en vertu du présent Accord. Aucune renonciation par l'une des Parties à une violation d'un terme, d'une disposition ou d'une condition du présent Accord par l'autre Partie ne constituera une renonciation à toute violation ultérieure de la même disposition ou de toute autre disposition des présentes. Une telle renonciation ne sera valable que si elle est exécutée par écrit par la Partie qui fait la renonciation.

12.11 Publicité. Aucune des Parties ne publiera de contenu publicitaire ou de communiqué de presse faisant référence à l'autre Partie ou à ses Sociétés affiliées, ni n'utilisera

un nom commercial, une marque de commerce, une marque de service ou un logo de l'autre Partie ou de ses Sociétés affiliées dans toute publicité, promotion ou autre, sans le consentement écrit préalable de l'autre Partie.

12.12 Relation entre les Parties. La relation entre les Parties sera celle de contractants indépendants, et aucune disposition du présent Accord ne créera ou n'impliquera une relation d'agence entre l'Acheteur et le Concédant, et le présent Accord ne sera pas considéré comme constituant une coentreprise ou un partenariat ou une relation d'employeur à employé entre l'Acheteur et le Concédant. Chaque Partie assume l'entière et complète responsabilité de ses actes et de ceux de son Personnel. Aucune des Parties n'aura le pouvoir de prendre des engagements ou de conclure des contrats au nom de l'autre Partie, de la lier ou de l'obliger d'une autre manière.

12.13 Divisibilité. Si l'une des conditions du présent Accord est jugée invalide ou inapplicable par un tribunal compétent, le reste du présent Accord n'en sera pas affecté, et chaque terme et condition sera valide et applicable dans toute la mesure permise par la loi.

12.14 Sous-traitance. Le Concédant peut faire appel à des Sous-traitants dans le cadre de l'exécution du présent Accord, à condition que : (a) le Concédant reste responsable de tous ses devoirs et obligations en vertu des présentes et le recours à un Sous-traitant ne dégage ni ne réduise la responsabilité du Concédant, ni n'entraîne une perte de garantie en vertu du présent Accord ; et (b) le Concédant accepte d'être directement responsable de tout acte ou omission de ce Sous-traitant au même titre que si l'acte ou l'omission avait été accompli par le Concédant de telle sorte qu'une violation par un Sous-traitant des dispositions du présent Accord sera considérée comme une violation par le Concédant. L'exécution de tout acte ou omission en vertu du présent Accord par un Sous-traitant pour, par ou via le Concédant sera considérée comme un acte ou une omission du Concédant. Sur demande, le Concédant identifiera auprès de l'Acheteur tous les Sous-traitants agissant dans le cadre du présent Accord, y compris ceux qui ont accès aux données de l'Acheteur, et à toute autre information raisonnablement demandée par l'Acheteur concernant cette sous-traitance.

13. Définitions.

13.1 L'expression « **Société affiliée** » désigne, en ce qui concerne une Partie, toute entité qui, directement ou indirectement par le biais d'un ou de plusieurs intermédiaires, contrôle ou est contrôlée par cette Partie ou est sous contrôle commun avec elle.

13.2 « **AWS Marketplace** » désigne la place de marché gérée par Amazon Web Services, Inc., qui se trouve actuellement à l'adresse <https://aws.amazon.com/marketplace/>, en sachant qu'elle peut être mise à jour ou déplacée de temps à autre.

13.3 L'expression « **Données de l'Acheteur** » désigne toutes les données, données personnelles, enregistrements, fichiers, informations ou contenus, y compris le texte, le son, la vidéo, les images et les logiciels, qui sont (a) saisis ou téléchargés par l'Acheteur ou ses Utilisateurs ou collectés, reçus, transmis, traités ou stockés par l'Acheteur ou ses Utilisateurs à l'aide du Produit ou du Service SaaS dans le cadre du présent Accord, ou (b) dérivés de (a). Les Données de l'Acheteur sont des Informations confidentielles de l'Acheteur.

13.4 L'expression « **Contenu de l'Acheteur** » désigne tout bien, article ou document, y compris les Données de l'Acheteur, fourni par l'Acheteur au Concédant en vue de leur utilisation dans le cadre de l'exécution de ses obligations en vertu du présent Accord.

13.5 L'expression « **Environnement informatique de l'Acheteur** » désigne l'environnement informatique de l'Acheteur dans lequel le Concédant autorise l'utilisation de l'Abonnement.

13.6 Le terme « **Contractant** » désigne tout contractant tiers de l'Acheteur ou tout autre tiers fournissant des services pour le compte de l'Acheteur, y compris les fournisseurs externalisés.

13.7 L'expression « **Loi(s) sur la protection des données** » désigne toutes les lois et réglementations en matière de protection des données et de confidentialité, actuellement en vigueur ou promulguées ultérieurement, dans n'importe quelle juridiction du monde, et applicables au Traitement des données personnelles dans le cadre de l'Accord, y compris le Règlement 2016/679 (Règlement général sur la protection des données) (« **RGPD** »), et le Code civil californien 1798.100 et la loi suivante California Consumer Privacy Act (« **CCPA** »).

13.8 Le terme « **Documentation** » désigne les guides de l'utilisateur, les manuels, les instructions, les spécifications, les notes, la documentation, les mises à jour imprimées, les fichiers « lisez-moi », les notes de version et autres documents relatifs au Produit (y compris toutes les informations incluses ou incorporées par référence dans la Liste des produits applicable), à son utilisation, à son fonctionnement ou à sa maintenance, ainsi que toutes les améliorations, modifications, œuvres dérivées et amendements à ces documents, que le Concédant publie ou fournit dans le cadre du présent Accord.

13.9 L'expression « **Tarification à l'admissibilité** » désigne tout modèle de tarification d'Abonnement dans lequel l'Acheteur achète une certaine quantité d'utilisation à l'avance, y compris les modèles de tarification prépayés et de paiement échelonné.

13.10 L'expression « **Entité gouvernementale** » désigne le gouvernement de toute nation ou de toute subdivision politique de celle-ci, que ce soit au niveau national, étatique, territorial, provincial, municipal ou à tout autre niveau, y compris toute agence, autorité, organisme de réglementation, tribunal, banque centrale ou autre entité gouvernementale exerçant des pouvoirs ou fonctions exécutifs, législatifs, judiciaires, fiscaux, réglementaires ou administratifs du gouvernement (y compris tout organisme supranational tel que l'Union européenne ou la Banque centrale européenne).

13.11 L'expression « **Mécanisme international de transfert de données** » désigne les protections spéciales imposées par certaines juridictions aux deux Parties ou plus qui transfèrent des informations au-delà des frontières internationales afin de rendre le transfert légal, par exemple des Clauses contractuelles types, des Règles d'entreprise contraignantes ou des obligations légales obligeant les Parties à adopter certaines mesures techniques, organisationnelles ou contractuelles. Dans le contexte d'un Mécanisme international de transfert de données, le terme « **Transfert** » désigne la divulgation ou le transfert de données personnelles d'un lieu de stockage dans une juridiction à une autre, ou le fait de permettre à une Partie dans

une juridiction d'accéder aux Données personnelles que l'autre Partie stocke dans une autre juridiction qui nécessite un Mécanisme international de transfert de données.

13.12 L'expression « **Contenu sous licence** » désigne le Produit, la Documentation et tout autre élément, support ou livrable que le Concédant fournit, ou est tenu de fournir, dans le cadre d'un Abonnement.

13.13 L'expression « **Environnement informatique du Concédant** » désigne l'infrastructure informatique et les systèmes utilisés par le Concédant pour fournir le Produit via le Service SaaS.

13.14 Un « **Logiciel libre** » est un logiciel distribué selon un modèle de licence ou de distribution accessible au public et qui met le code source de ce logiciel à la disposition des titulaires de licence en vue de son utilisation, modification et redistribution.

13.15 L'expression « **Données personnelles** » désigne les informations que les Données de l'Acheteur identifient, concernent, décrivent, et qui sont raisonnablement susceptibles d'être associées ou pourraient raisonnablement être liées, directement ou indirectement, à une personne physique. Les « Données personnelles » incluent des termes équivalents dans d'autres Lois sur la protection des données, par exemple l'expression « Informations personnelles » définie par la CCPA, selon le contexte, dans la mesure où ces informations font partie des Données de l'Acheteur.

13.16 Le terme « **Personnel** » désigne les administrateurs, les dirigeants, les employés, les travailleurs non salariés, les agents, les auditeurs, les consultants, les contractants, les sous-traitants et toute autre personne fournissant des services pour le compte de cette Partie (à l'exclusion de l'autre Partie et de toute autre Partie ci-dessus).

13.17 L'expression « **Conditions de confidentialité et de sécurité** » désigne la Section 7.5, l'Addendum sur la protection des données ci-joint (le cas échéant) et toutes les autres conditions générales concernant la confidentialité et la sécurité des données convenues par les Parties ayant conclu le présent Accord, que ce soit dans un Addendum ou un amendement au présent Contrat type.

13.18 Le terme « **Traitement** » désigne toute opération ou ensemble d'opérations effectuées sur des Données personnelles, que ce soit par des moyens automatisés ou non, y compris, mais sans s'y limiter, l'accès aux, la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, l'utilisation, le stockage, le transfert, la conservation, la divulgation, la vente, le partage, la suppression et la destruction des Données personnelles.

13.19 L'expression « **Liste des produits** » désigne la description du Produit et d'autres informations relatives aux produits répertoriés sur l'AWS Marketplace et proposés par le Concédant ou son revendeur agréé, y compris les Services d'assistance, ainsi que les politiques et procédures du Concédant intégrées aux ou référencées dans les informations sur le Produit. La Liste des produits peut également décrire, intégrer ou faire référence aux pratiques de sécurité du Concédant ou aux divulgations concernant les logiciels open source.

13.20 Le terme « **Produit** » désigne le logiciel informatique et l'ensemble des données, contenus et/ou services associés identifiés dans la Liste des produits applicable que le Concédant fournit ou est tenu de fournir dans le cadre d'un Abonnement, y compris les correctifs, les corrections, la résolution des failles de sécurité, les mises à niveau, les modifications, les améliorations, les œuvres dérivées, les nouveaux lancements et les nouvelles versions de ce qui précède que le Concédant fournit ou est tenu de fournir dans le cadre de l'Abonnement.

13.21 L'expression « **Droits de propriété** » désigne tous les droits de propriété intellectuelle et de propriété dans le monde entier, qu'ils soient connus aujourd'hui ou découverts ou inventés, y compris, sans s'y limiter, tous les : (a) brevets et demandes de brevet ; (b) droits d'auteur et droits relatifs aux masques ; (c) secrets commerciaux ; (d) marques ; (e) droits sur les données et les bases de données ; et (f) droits analogues dans le monde entier.

13.22 Le « **Service SaaS** » désigne l'accès et l'utilisation du Produit, ou d'un composant de Produit, tel que déployé et hébergé par le Concédant dans l'Environnement informatique du Concédant, et de tout logiciel et toute autre technologie fournis ou rendus accessibles par le Concédant en relation avec celui-ci (et non en tant que produit ou service distinct) que l'Acheteur est tenu ou a la possibilité d'utiliser pour accéder au Produit et l'utiliser.

13.23 Le terme « **Services** » désigne tous les services et tâches que le Concédant fournit ou est tenu de fournir en vertu du présent Accord, y compris, sans s'y limiter, les Services d'assistance.

13.24 Le terme « **Sous-traitant** » désigne tout sous-traitant tiers ou tout autre tiers auquel le Concédant délègue ses devoirs et obligations quels qu'ils soient en vertu du présent Accord.

13.25 Le terme « **Abonnement** » désigne un abonnement à un Produit pour une capacité d'utilisation spécifique achetée par l'Acheteur et exécutée par le Concédant pour la licence et la fourniture du produit, qu'il soit déployé dans l'Environnement informatique de l'Acheteur et/ou fourni en tant que Service SaaS via l'Environnement informatique du Concédant.

13.26 L'expression « **Services d'assistance** » désigne les services de support et de maintenance du Produit que le Concédant fournit, ou est tenu de fournir, tel que décrit dans la Liste des produits.

13.27 L'expression « **Données du système** » désigne les données et les éléments de données (autres que les Données de l'Acheteur) collectés par le Produit, le Service SaaS ou l'Environnement informatique du Concédant concernant la configuration, l'environnement, l'utilisation, les performances, les vulnérabilités et la sécurité du Produit ou du Service SaaS qui peuvent être utilisés pour générer des journaux, des statistiques et des rapports concernant les performances, la disponibilité, l'intégrité et la sécurité du Produit ou du Service SaaS.

13.28 Le terme « **Utilisateur** » désigne l'Acheteur, ses Sociétés affiliées et toute personne, tout logiciel ou tout système informatique autorisé par l'Acheteur ou l'une de ses Sociétés affiliées à accéder au Produit et à l'utiliser conformément au présent Accord, y compris les Contractants de l'Acheteur ou de ses Sociétés affiliées.

Addendum sur le traitement des données relatif au Contrat type pour AWS Marketplace

Cet Addendum sur le traitement des données (cet « **Addendum** ») fait partie du Contrat type pour AWS Marketplace (le « **Contrat type** ») entre le Concédant (qui est le Sous-traitant) et l'Acheteur (qui est le Responsable du traitement) et régit le Traitement des données personnelles par le Concédant en sa qualité de Sous-traitant dans le cadre de la prestation par le Concédant des services qu'il fournit conformément au Contrat type. Cet Addendum ne s'applique que si le Concédant et l'Acheteur n'ont pas conclu d'accord de traitement des données distinct ou d'accord contractuel similaire en ce qui concerne le Traitement des données personnelles. Tous les termes et toutes les expressions qui commencent par une majuscule, mais qui ne sont pas définis dans cet Addendum, ont la signification qui leur est donnée dans le Contrat type.

Traitement des données personnelles

I. DÉFINITIONS

1. L'expression « **Responsable du traitement** » désigne l'entité qui détermine les finalités et les moyens du Traitement des données personnelles. Le « Responsable du traitement » inclut des termes équivalents dans d'autres Lois sur la protection des données, comme les termes « Entreprise » et « Tiers » définis par la loi CCPA, selon le contexte.
2. L'expression « **Violation des données personnelles** » désigne un Incident de sécurité confirmé, tel qu'une violation de la sécurité des Services ayant entraîné une destruction, une perte, une modification, une divulgation non autorisée ou un accès non autorisé à des Données personnelles, ou un événement considéré comme une violation de données à signaler en vertu de la Loi applicable en matière de protection des données.
3. L'expression « **Sous-traitant des données** » désigne une entité qui traite des données personnelles pour le compte d'une autre entité. Le « Sous-traitant des données » inclut des termes équivalents dans d'autres Lois sur la protection des données, par exemple l'expression « Fournisseur de services » définie par la loi CCPA, selon le contexte.
4. L'expression « **Données personnelles sensibles** » désigne les types et catégories de Données personnelles suivants, tels que définis par la Loi applicable sur la protection des données, par exemple : (a) des données révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance à un syndicat ; (b) des données génétiques ; (c) des données biométriques ; (d) des données concernant la santé, y compris les informations de santé protégées et régies par la Loi sur la portabilité et la responsabilité en matière d'assurance maladie ; (e) des données concernant la vie ou l'orientation sexuelle d'une personne physique ; (f) des numéros d'identification officiels (par exemple, le numéro de sécurité sociale, le numéro de permis de conduire) ; (g) des informations de carte de paiement ; (h) des informations personnelles non publiques régies par la loi Gramm-Leach-Bliley ; (i) un identifiant non crypté associé à un mot de passe ou à un autre code d'accès qui permettrait d'accéder au compte de la personne concernée ; et (j) une géolocalisation précise. Les « Données personnelles sensibles » incluent des termes équivalents dans d'autres Lois sur la

protection des données, tels que « catégories spéciales ou données personnelles » ou « informations personnelles sensibles », selon le contexte.

II. TRANSFERTS INTERNATIONAUX DE DONNÉES

1. **Transfert international de données.** Avant que l'Acheteur ne transfère des Données personnelles au Concédant ou n'autorise le Concédant à accéder à des Données personnelles situées dans une juridiction nécessitant un Mécanisme international de transfert de données, l'Acheteur informera le Concédant de l'exigence pertinente et les Parties travailleront ensemble de bonne foi pour répondre aux exigences de ce Mécanisme international de transfert de données. Les Parties mettront en place et respecteront tout Mécanisme international de transfert de données qui pourrait être exigé par la Loi applicable sur la protection des données.

III. PROTECTION DES DONNÉES EN GÉNÉRAL

1. **Conformité.** Les Parties respecteront leurs obligations respectives en vertu de la Loi sur la protection des données et leurs déclarations de confidentialité respectives.

2. **Confidentialité.** Le Concédant limitera l'accès aux Données personnelles aux personnes autorisées ayant besoin de ces informations pour fournir les Services. Ces personnes autorisées sont tenues de préserver la confidentialité de toutes les Données personnelles.

3. **Sécurité.** Le Concédant mettra en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour garantir un niveau de sécurité adapté aux Données personnelles fournies par l'Acheteur et traitées par le Concédant. Ces mesures de sécurité seront au moins aussi protectrices que les exigences de sécurité énoncées dans le Contrat type. Lors du choix des contrôles de sécurité, le Concédant tiendra compte de l'état de la technique, du coût de mise en œuvre, de la nature, de la portée, du contexte et des objectifs du Traitement des données personnelles, ainsi que du risque pour les personnes concernées d'un Incident de sécurité ou d'une Violation des données personnelles affectant les Données personnelles.

4. **Conservation.** Les Données personnelles reçues de l'Acheteur ne seront conservées que pendant la durée raisonnablement requise dans le cadre de l'exécution du Contrat type par le Concédant ou conformément à la Loi sur la protection des données.

5. **Coopération.** Le Concédant coopérera dans la mesure raisonnablement nécessaire en ce qui concerne les demandes de l'Acheteur relatives aux analyses de l'impact sur la protection des données et à la consultation des autorités de surveillance, ainsi que pour remplir l'obligation de l'Acheteur de répondre aux demandes d'exercice des droits d'une personne concernée en vertu de la Loi sur la protection des données. Le Concédant se réserve le droit de facturer à l'Acheteur les coûts raisonnables liés à la collecte et à la préparation des Données personnelles en vue du transfert et pour toutes les dispositions spéciales prises pour effectuer le transfert.

6. **Demandes émanant de tiers.** Si le Concédant reçoit une demande d'un tiers dans le cadre d'une enquête gouvernementale ou d'une procédure judiciaire qui, selon le Concédant, nécessiterait la production de Données personnelles, le Concédant informera l'Acheteur par écrit de cette demande et coopérera avec l'Acheteur si l'Acheteur souhaite limiter, contester ou se protéger contre une telle divulgation, dans la mesure permise par la Loi applicable.

7. Instructions de l'Acheteur. Nonobstant toute disposition contraire du Contrat type, le Concédant Traitera les données personnelles uniquement dans le but de fournir les Services à l'Acheteur, conformément aux instructions écrites de l'Acheteur, comme le permet la dernière phrase de la Section III.8 ci-dessous, ou comme l'exige la Loi applicable. Le Concédant informera rapidement l'Acheteur si le respect des instructions de l'Acheteur entraîne une violation de la Loi sur la protection des données ou si le Concédant doit divulguer des Données personnelles en réponse à une obligation légale (sauf si l'obligation légale interdit au Concédant de procéder à une telle divulgation).

8. Champ d'application du traitement. Il est interdit au Concédant de : (a) vendre (tel que ce terme est défini dans la loi CCPA) des Données personnelles, (b) traiter les Données personnelles à des fins autres que l'exécution des instructions documentées de l'Acheteur aux fins commerciales définies dans cet Addendum, y compris la conservation, l'utilisation ou la divulgation des Données personnelles à des fins commerciales autres que l'exécution des instructions de l'Acheteur, ou (c) Traiter les données personnelles en dehors de la relation commerciale directe entre les Parties, tel que défini dans le présent Accord. Le Concédant certifie qu'il comprend ces restrictions. Nonobstant ce qui précède, le Concédant peut Traiter les données personnelles pour conserver ou employer une autre personne en tant que Sous-traitant du sous-traitant des données (tel que défini à la Section III.10 ci-dessous) conformément au présent Addendum, pour un usage interne par le Concédant afin d'améliorer la qualité de ses services (à condition que le Concédant n'utilise pas les Données personnelles afin de fournir des services pour le compte d'une autre personne), ou pour détecter des Incidents de sécurité des données ou se protéger contre des activités malveillantes, trompeuses, frauduleuses ou illégales.

9. Informations sensibles. L'Acheteur informera le Concédant si les Données personnelles sont des Données personnelles sensibles.

10. Sous-traitants du sous-traitant des données. L'Acheteur accorde au Concédant l'autorisation générale, en tant que Sous-traitant des données, d'engager d'autres sous-traitants des données (« **Sous-traitants du sous-traitant des données** ») pour l'aider à fournir les Services conformément au Contrat type. Le Concédant mettra une liste de ces Sous-traitants du sous-traitant des données à la disposition de l'Acheteur avant de transférer des Données personnelles à ces Sous-traitants du sous-traitant des données. Le Concédant informera l'Acheteur de toute modification apportée à la liste des Sous-traitants du sous-traitant des données en mettant à jour cette liste de temps à autre afin de donner à l'Acheteur la possibilité de s'opposer à de telles modifications.

11. Responsabilité des sous-traitants du sous-traitant des données. Lorsque le Concédant engage un sous-traitant du sous-traitant des données pour effectuer des activités de traitement spécifiques pour le compte de l'Acheteur, des obligations de protection des données substantiellement similaires à celles énoncées dans le présent Addendum seront imposées à ce Sous-traitant du sous-traitant des données par la voie d'un contrat, notamment en fournissant des garanties suffisantes pour mettre en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le Traitement réponde aux exigences de la Loi sur la protection des données. Le Concédant sera responsable des actes ou omissions des Sous-traitants du sous-traitant des données dans la même mesure que le Concédant serait responsable s'il fournissait directement les services du Sous-traitant du sous-traitant des données.

12. Archivage des dossiers. À la demande d'une autorité de surveillance concernant les dossiers relatifs aux Données personnelles, le Concédant coopérera pour fournir à l'autorité de contrôle des dossiers relatifs aux activités de traitement effectuées pour le compte de l'Acheteur, y compris des informations sur les catégories de Données personnelles traitées et les finalités du Traitement, le recours à des prestataires de services en ce qui concerne ce Traitement, toute divulgation ou tout transfert de données à des tiers et une description générale des mesures techniques et organisationnelles visant à protéger la sécurité de ces données.

13. Transfert de données personnelles ; Désignation. L'Acheteur autorise le Concédant à Traiter les données personnelles aux États-Unis ou dans tout autre pays dans lequel le Concédant ou les Sous-traitants du sous-traitant des données possèdent des installations. L'Acheteur désigne le Concédant pour effectuer tout transfert de Données personnelles vers un tel pays et pour stocker et Traiter les données personnelles afin de fournir les Services. Le Concédant mènera toutes ces activités conformément au Contrat type, au présent Addendum, à la Loi sur la protection des données, à tout Mécanisme international de transfert de données applicable et aux instructions de l'Acheteur.

14. Suppression ou retour. Sur instruction de l'Acheteur, le Concédant supprimera toutes les Données personnelles ou les retournera à l'Acheteur de manière sécurisée et il supprimera toutes les copies restantes des Données personnelles après ce retour, sauf si la Loi applicable l'exige. Le Concédant transmettra les instructions de l'Acheteur à tous les Sous-traitants du sous-traitant.

15. Notification de violation. Après avoir pris connaissance d'une Violation de données personnelles, le Concédant informera l'Acheteur sans retard injustifié : (a) de la nature de la Violation de données personnelles ; (b) du nombre et des catégories de personnes concernées, ainsi que des dossiers de données concernés ; et (c) du nom et des coordonnées de son interlocuteur chez le Concédant.

16. Audits. Sur demande, le Concédant mettra à la disposition de l'Acheteur toutes les informations nécessaires, autorisera et contribuera aux audits, y compris les inspections, menées par l'Acheteur ou un autre auditeur mandaté par l'Acheteur, afin de démontrer la conformité à la Loi sur la protection des données. Pour plus de clarté, ces audits ou inspections sont limités au Traitement des données personnelles par le Concédant uniquement, et non à aucun autre aspect des activités ou des systèmes d'information du Concédant. Si l'Acheteur demande au Concédant de contribuer aux audits ou aux inspections nécessaires pour démontrer la conformité, l'Acheteur fournira au Concédant une notification écrite au moins 60 jours avant cet audit ou cette inspection. Cette notification écrite précisera les choses, les personnes, les lieux ou les documents qui seront mis à disposition. Cette notification écrite, et tout élément produit en réponse à celle-ci (y compris tout produit dérivé tel que les notes d'entretiens), seront considérés comme des Informations confidentielles et, nonobstant toute disposition contraire du Contrat type, ils resteront des Informations confidentielles indéfiniment ou pendant la plus longue période permise par la Loi applicable après la résiliation du Contrat type. Ces documents et produits dérivés créés en réponse à la demande de l'Acheteur ne seront divulgués à personne sans l'autorisation écrite préalable du Concédant, sauf si une telle divulgation est requise par la Loi applicable. Si la divulgation est requise par la Loi applicable, l'Acheteur informera rapidement le Concédant par écrit de cette exigence et lui donnera la possibilité d'obtenir une

ordonnance de protection pour interdire ou restreindre une telle divulgation, sauf dans la mesure où cette notification est interdite par la Loi applicable ou par une ordonnance d'un tribunal ou d'une agence gouvernementale. L'Acheteur fera tout son possible pour coopérer avec le Concédant afin de planifier des audits ou des inspections aux moments qui conviennent au Concédant. Si, après avoir examiné la réponse du Concédant à la demande d'audit ou d'inspection de l'Acheteur, l'Acheteur requiert des audits ou des inspections supplémentaires, l'Acheteur reconnaît et accepte qu'il sera seul responsable de tous les coûts engagés en relation avec ces audits ou inspections supplémentaires.